

PACBI : « Nous sommes Farid ! » : Lettre ouverte aux administrateurs des universités françaises

« Je n'ai jamais pensé, pour ma part, que la liberté de l'homme consiste dans sa capacité à faire ce qu'il veut, mais aucun pouvoir humain ne devrait le forcer à agir contre sa volonté. » Jean-Jacques Rousseau.

Palestine occupée, 29 mars 2015 – La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (Palestinian Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel – PACBI) condamne la censure et les attaques en cours contre les libertés académiques des défenseurs des droits palestiniens par les administrations des universités françaises. Le dernier épisode de cette répression anti-démocratique fut de faire taire l'éminent militant et érudit anti-apartheid sud-africain Farid Esack en annulant ses conférences prévues dans plusieurs universités françaises.

Contredisant l'esprit et la lettre de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme*, qui appelle à « l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire (...) », cette tentative de réduire au silence le professeur Esack est un nouvel indicateur du mépris détestable pour les droits de l'homme et la liberté d'expression qui prévaut aujourd'hui dans les universités françaises lorsqu'il s'agit de défendre les droits palestiniens ou de critiquer le régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid d'Israël.

En amalgamant critique de l'oppression systématique du peuple palestinien par Israël avec l'antisémitisme, les administrateurs de certaines universités françaises répètent sans vergogne, comme des perroquets, la propagande israélienne, se lancent dans l'alarmisme pour finalement déprécier le sens même et la gravité du racisme anti-juif.

Cette tactique n'est que trop familière ; c'est celle qu'utilisent

Israël, ses groupes de pression et ses machines à propagande à travers le monde pour museler les voix qui s'insurgent contre l'impunité criminelle d'Israël.

Notre solidarité aux côtés du professeur Farid Esack est totale contre cette répression, et nous rappelons aux universités françaises leur obligation de respecter et de protéger la liberté d'expression et les libertés académiques, qui inclut de garantir une « discussion équitable sur des opinions contraires. »

Le mouvement BDS, au sein duquel Farid Esack est une personnalité éminente en Afrique du Sud et au-delà, s'inspire de la lutte anti-apartheid sud-africaine, et du mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions qui a contribué avec succès à mettre fin au régime d'apartheid à l'époque. Approuvé par une écrasante majorité d'organisations de la société civile palestinienne, le mouvement BDS appelle de la même façon à isoler Israël dans les domaines académique, culturel, économique et militaire, jusqu'à ce qu'il s'acquitte de ses obligations en vertu du droit international et respecte les droits des Palestiniens.

Basé sur les principes des droits de l'homme et du droit international, BDS est catégoriquement opposé à toute forme de racisme et de discrimination raciale, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie.

Comme l'a dit le professeur Esack :

« Je dois souligner (...) que tous ces messages de soutien vont au-delà de ma personne ; en fin de compte, ils rejettent les tentatives de museler la campagne BDS en expansion et ils soutiennent les libertés académiques ainsi que la liberté et la justice pour le peuple palestinien. »

Comme l'ont indiqué des étudiants français soutenant les droits palestiniens, « Nous sommes Charlie » est toujours visible sur les murs de ces mêmes universités dont les administrations répriment régulièrement la liberté d'exprimer des critiques d'Israël, sans aucun sens de l'ironie. Nous nous joignons à ces étudiants, ces universitaires et ces militants français de conscience en leur demandant si la liberté doit s'appliquer de façon sélective uniquement aux discours que les autorités jugent « acceptable ».

Aujourd'hui, face à cette répression française de la liberté

d'expression de Farid Esack, nous disons, « Nous sommes tous Farid ! »

Sincèrement,

PACBI – Palestinian Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel

Traduction MR pour BDS France

CHANGEMENT DE DATE ! L'apartheid israélien s'invite à Sciences Po !

La semaine contre l'Apartheid israélien, qui dénonce chaque année dans les universités du monde entier la politique coloniale d'Israël, est encore une fois victime de la censure en France. Le 9 mars dernier, la présidence de Paris 8 tentait en effet d'empêcher une conférence-débat portant sur le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), qui vise à mobiliser la société civile internationale pour mettre fin à la politique expansionniste israélienne. L'université Paris 1 souhaite désormais interdire la tenue d'une conférence le 26 mars à laquelle devait participer un ancien conseiller du président Mandela, sur la base de motifs administratifs fallacieux. Alors que toute critique radicale de la politique israélienne est menacée de censure dans les universités françaises, Sciences Po autorise la tenue d'une conférence propagande qui, sous couvert d'un thème progressiste, normalise la politique criminelle de l'État israélien contre les Palestiniens.

Le lundi 30 mars [REPORTE AU MERCREDI 1ER AVRIL], l'association « Paris Tel-Aviv » organise une conférence sur le thème « Être femme en Israël ». Parmi les invitées figurent Michal Philosph, porte-parole de l'ambassade d'Israël en

France. Celle-ci déclarait à l'antenne de la radio RMC le 19 novembre 2014 que la colonisation israélienne, illégale au regard du droit international, n'était que « le fruit d'une croissance naturelle » des colonies. Bar Ben Yaacov, autre invitée de la conférence, est quant à elle déléguée de l'Agence Juive, institution-clef de la colonisation israélienne. M. Bar Ben Yaacov est par ailleurs ancien officier de l'armée israélienne, responsable de la mort de plus de 2100 personnes, dont 70% de civils, lors de la dernière agression contre Gaza. « Paris Tel Aviv » invite enfin Muriel Touaty, président de l'Association France du Technion, qui collabore directement avec l'industrie militaire israélienne responsable des massacres de civils palestiniens.

Cette conférence ne se contente pas de normaliser la politique criminelle de l'Etat israélien. Sous couvert d'un thème progressiste, celui de l'autonomisation des femmes, elle invite en plus ses représentantes officielles, y compris une ancienne officier de l'armée !

Contre la normalisation de l'Etat d'apartheid israélien, nous exigeons l'annulation de cette conférence qui offre une tribune scandaleuse à des représentants officiels d'un Etat voyou. Si celle-ci ne devait pas être annulée, nous appelons à un

Rassemblement de protestation devant Sciences Po le MERCREDI 1ER AVRIL dès 17h au 27 rue Saint-Guillaume

□ Premiers signataires :

□ Solidaires Etudiant-e-s Sciences Po, BDS, Sortir du Colonialisme, PIR, UJFP, Collectif Palestine P8, Americans Against the War et Génération Palestine □

□

SciencesPo rolls out the red carpet to the Israeli apartheid

The Israeli Apartheid Week, that aims to advocate against the Israeli Apartheid policies on campus world wide, is once again tried to be shut down in France. The Mars 9, the Presidency of Paris 8 Saint-Denis tried to prevent the conference on the BDS campaign, that mobilizes the international civil society to end the Israeli expansionist policy. Paris 1 Sorbonne refuses to host too a conference that condemn the Israeli criminal policy. The censorship of the conference, featuring Mandela former appointee, has been as always justify by spurious administrative excuses.

While any radical criticisms against the Israeli policies are threatened to be censored in every French universities, SciencesPo hosts a propaganda conference that, under the guise of progressive themes, normalizes the criminal policies of the State of Israel against the Palestinians.

In deed, Monday March the 30th, the student association « Paris Tel Aviv » organized a conference on « Being a woman in Israel ». Among the speaker, Michal Philosoph, spokesperson of the Israeli embassy in France, who declared on the radio RMC November 19 2014 the colonization, illegale according to international laws, is « the outcome of the natural growing » of the settlements.

Bar Ben Yaacov is representative of the Jewish Agency, Zionist organization that actively promote the Jewish immigration to Israel, while millions of Palestinians living in refugees camps are still forbidden to return to their home land. She is also a former officer of the IDF, the « most moral army in the world », this army responsible of the death of more than 2100 people, 70% civilians according to the UN, last summer attack

on Gaza.


If this was not enough already, Paris Tel Aviv, misleadingly a cultural association, invites Muriel Touaty, president of the Association France du Technion, that collaborates with the military-industrial complex, responsible of killing Palestinians civilians. This conference, with every others actions of Paris Tel Aviv, is not only aiming to normalize the criminal policy of the State of Israel, it also invites its official representatives, including former military officer. Adding insult to injury, it does this under the guize of the progressive subject that are women rights.


Against the normalization of the Israeli Apartheid State, we demands the cancellation of the conference, that offers a scandalous forum to officials representatives of a rogue State. If this was cancelled, we are calling for

a demonstration before SciencesPo, Wednesday April the 1st starting at 5pm, 27 rue saint Guillaume

☐☐First signatories :

Solidaires Etudiant-e-s Sciences Po, BDS, Sortir du Colonialisme, PIR, UJFP, Collectif Palestine P8, Americans Against the War et Génération Palestine☐☐

 tract_BDS_Sciences_po_recto.jpg

 tract_BDS_Sciences_poverso.jpg

Appel de centaines de personnalités du monde entier contre la censure

Contre la censure à l'Université Paris 1

English version below

Le 26 mars prochain, Génération Palestine Paris organise une réunion publique dans le cadre de la « **Israeli Apartheid Week** » : semaine d'action internationale dans les universités. C'est dans ce cadre que s'inscrit la conférence-débat, qui a pour but de dénoncer la politique coloniale, expansionniste et d'apartheid mise en place par l'État d'Israël, en faisant intervenir des acteurs de renom sur le sujet.

Les intervenants à cette conférence-débat sont : **Farid Esack, président de la campagne BDS Afrique du Sud** (Boycott Désinvestissement Sanctions contre Israël) et ancien commissaire à l'égalité des sexes nommé par Mandela en tournée exceptionnelle en France (ceci est sa première date), **Bilal Afandi, militant palestinien** titulaire d'un master en travail social de passage en France et **Ivar Ekeland, président de l'Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine** et universitaire de renom.

Alors qu'une demande a été soumise à l'administration pour l'attribution d'un amphithéâtre au centre Pierre Mendès

France, rattaché à l'Université Paris 1, **l'université nous a informé de l'interdiction de cette conférence le 24 mars soit deux jours avant l'événement** dans l'objectif de nous prendre au dépourvu, d'empêcher toute possibilité d'y organiser notre réunion publique et de minimiser notre capacité de réaction.

Les raisons de la censure de cet événement ne sont pas clairement énoncées par l'administration qui prétexte l'interdiction par des formalités administratives qui ne conviendraient pas.

Cédant une fois de plus à l'autoritarisme, la faculté de Paris 1 cautionne par sa décision de nous censurer la politique criminelle d'Israël en empêchant, comme par le passé, toute expression allant à l'encontre de la politique de colonisation israélienne.

Les raisons de la censure de cet événement ne sont pas claires. Serait-ce parce que les étudiant.e.s mobilisé.e.s de l'université auraient l'audace d'inscrire leur événement dans le cadre de la « *Israeli Apartheid Week* », semaine internationale de lutte et de réflexion contre la politique d'apartheid d'Israël ? Doit-on rappeler que cette semaine se tient depuis des années dans de nombreuses autres universités dans le monde, Angleterre, aux États-Unis, en Palestine, en Afrique du Sud, et dans plusieurs pays d'Amérique Latine ? **En France, les tentatives de censure sont systématiques et les facultés parisiennes n'en sont pas à leur premier coup d'essai.**

Après Stéphane Hessel censuré à l'ENS en 2011, un colloque sur la Palestine censuré en 2012 à Paris8, une conférence censurée à l'IEP de Lyon en 2012 et 2014, une conférence censurée à Science Po Nancy en février, une exposition censurée à l'Université d'Aix en Provence en mars, c'est cette fois l'Université de Paris1 qui s'illustre dans ce type d'entrave à la liberté d'expression au sein du milieu universitaire.

Cette criminalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine est inacceptable et exige une mobilisation de toutes les forces progressistes de la faculté et d'ailleurs. Pour que la faculté reste un espace où règne la liberté d'expression !

Malgré la censure de l'université, la calomnie des médias sionistes quant aux intervenants, la conférence aura lieu !!! Nous vous donnons rendez-vous devant l'université Paris 1 (Tolbiac, Métro Olympiades, ligne 14, à 18 heures) ce jeudi, où les intervenants vous attendent de pied ferme. L'université est un lieu d'échange et de débat, et nous le prouverons !

Génération Palestine Paris, le 24/03/2015.

Signataires : Génération Palestine Europe, Americans Against the War (AAW), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine-Strasbourg, Sortir Du Colonialisme, CCIPPP34 (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien 34), AURDIP (Association des Universitaires pour le respect du Droit International en Palestine), communauté des familles franco-palestinienne de France (Abna Philistine), Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Union Syndicale Solidaires, Sud éducation Paris 1, Solidaire Étudiants Paris1, Palestine 52, Survivants 13, l'AFPS Paris-Sud (Paris 13e), AFPS 63, Collectif Intifada 76, AFPS Paris centre, Association des Marocains de France..

Avec le soutien de la campagne BDS France* qui organise la tournée de Farid Esack en France

*liste des organisations signataires de la Campagne BDS France

ASSOCIATIONS/ ORGANISATIONS NATIONALES

ABNA PHILISTINE

ALLIANCE FOR FREEDOM AND DIGNITY (AFD)

ALTERNATIVE LIBERTAIRE

AMÉRICAINS CONTRE LA GUERRE – AMERICANS AGAINST THE WAR (AAW FRANCE)

ASSOCIATION DES PALESTINIENS EN FRANCE (APF)
ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAGHRÉBINS EN FRANCE (ATMF)
ASSOCIATION DES TUNISIENS EN FRANCE (ATF)
ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES POUR LE RESPECT DU DROIT
INTERNATIONAL EN PALESTINE (AURDIP)
ATTAC FRANCE
CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE
PALESTINIEN (CCIPPP)
COLLECTIF CALADOIS DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN
COLLECTIF DES FEMINISTES POUR L'ÉGALITE (CFPE)
COLLECTIF JUDEO ARABE ET CITOYEN POUR LA PALESTINE
COLLECTIF DES MUSULMANS DE FRANCE (CMF)
COMITES PALESTINIENS POUR LE DROIT AU RETOUR
CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL (CNT)
CONFEDERATION PAYSANNE
COORDINATION INTER ASSOCIATIVE POUR LA PALESTINE (CIAPP)
COORDINATION UNIVERSITAIRE POUR LA PALESTINE (CUP)
DROIT SOLIDARITE
EMANCIPATION SYNDICALE ET PEDAGOGIQUE
EMERGENCE
ENSEMBLE
FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE
FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETE DES DEUX RIVES
(FTCR)
FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE (FASE)
FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES (FSQP)
FONDATION FRANTZ FANON
FRONT POPULAIRE TUNISIEN EN ILE DE FRANCE
GAUCHE ANTI-CAPITALISTE (GA)
GENERAL UNION OF PALESTINIAN STUDENTS (GUPS)
GÉNÉRATION PALESTINE (GP)
ISM FRANCE
LE PARTI DE GAUCHE
LES DESOBEISSANTS
MOUVEMENT DES QUARTIERS POUR LA JUSTICE SOCIALE (MQJS)
MOUVEMENT IMMIGRATIONS BANLIEUES (MIB)
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON VIOLENTE (MAN)

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE (NPA)
ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
PARTICIPATION ET SPIRITUALITÉ MUSULMANES (PSM)
PARTI DES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE (PIR)
RÉSEAU SORTIR DU COLONIALISME
RÉSEAU JUIF INTERNATIONAL ANTISIONISTE – INTERNATIONAL JEWISH
ANTI-ZIONIST NETWORK (IJAN)
RESPAIX
RÉVEIL DES CONSCIENCES
UNION SYNDICALE SOLIDAIRES
UNION DES ASSOCIATIONS DE PALESTINIENS EN FRANCE
UNION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES TUNISIENS (UTIT)
UNION FRANCAISE DES CONSOMMATEURS MUSULMANS
UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX (UJFP)

ASSOCIATIONS/COLLECTIFS LOCAUX :

AMERICAINS POUR LA PAIX ET LA JUSTICE (APJ) – MONTPELLIER
ASSOCIATION « UNE TOILE CONTRE LE MUR » – ANNEMASSE
ASSOCIATION ORLEANS LOIRET PALESTINE
ASSOCIATION « NOGENT-AIDA »
ASSOCIATION « CREIL-PALESTINE »
COLLECTIF 69 DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN
COMITE BDS FRANCE CLICHY PALESTINE
COMITE BDS FRANCE MONTPELLIER
COMITE BDS FRANCE PARIS NORD EST
COMITE ORNE PALESTINE – ALENCON
COMITE BDS MULHOUSE
AFPS GENNEVILLIERS
AFPS MONTELMAR/CRUAS
COMITE BDS FRANCE ARDECHE- MERIDIONALE
COMITE BDS FRANCE COMMINGES
COMITE BDS MONTARGOIS
COMITE BDS FRANCE 30
AFPS CALVADOS
COMITE PALESTINE 81
GROUPE DES ASSOCIATIONS DE BAGNOLET (GAB)
AFPS41 GROUPE LOIR ET CHER

COMITE SAINTONGE PALESTINE
AFPS LE HAVRE
COLLECTIF PALESTINE METZ BDS
COLLECTIF CALADOIS POUR LE PEUPLE PALESTINIEN
ASSOCIATION COUSERANS (09) PALESTINE
INTIFADA 76
COLLECTIF BDS XIBEROA
AFPS ALBERTVILLE SAVOIE
AFPS 84
FSU 31
AFPS 59/62
AFPS 63
AFPS Paris Sud
PALESTINE 33
COLLECTIF PALESTINE SUD AVEYRON
COMITE AFPS MONTLUCON
CGT EDUC'ACTION 56
COMITE BDS FRANCE BEZIERS
UNION LOCALE CGT DE MARTIGUES
COLLECTIF BDS 37
COMITE BDS FRANCE SUD 34 HAUTS CANTONS
COMITE BDS SAINT ETIENNE
COLLECTIF STEPHANOIS DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN
BDS MARSEILLE
AFPS ROUEN
COMITE ORLYSIEN DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN
COMITE BDS FRANCE TOULOUSE
COLLECTIF BDS 57
COLLECTIF SOLIDARITE PALESTINE OUEST ETANG DE BERRE

No to censorship at Paris 1 University

Génération Palestine Paris is planning a public meeting on March 26 as part of the "Israeli Apartheid Week", a week of international events held at universities around the world. Our conference aims at denouncing Israel's colonial and expansionist policies as well as the apartheid through which the Israeli government discriminates against Palestinian people.

Some eminent speakers have agreed to participate in this conference such as : Farid Esack – a member of the management committee of the BDS campaign in South Africa and a former gender equity commissioner appointed by Nelson Mandela (Farid Esack is just starting an exceptional tour of the country); Bilal Afandi, a Palestinian activist who holds a Masters in social work and who is currently travelling through the country and Professor Ivar Ekeland, the president of the Association of Academics for the Respect of International Law in Palestine.

After we formally asked the administration of the University of Paris 1 for an amphitheatre at the Pierre Mendès France centre to hold the meeting, the faculty informed us only two days before the due date that they would not allow it. We are therefore in a position where there is insufficient time to find an alternative venue.

The reasons for the censorship of this event are not clearly set out by the administration: the pretext is that the formalities have not been made in the rules. In so doing, Paris 1 is censoring again any form of expression that would run counter to Israel's colonial policy.

The reasons we were given are unclear: could this be because the students taking part have dared to organize this conference as part of the Israeli Apartheid Week, a week-long international event to protest against and discuss Israel's apartheid politics? Should we remind the people in France that

many universities around the world have actually hosted such events during the Israeli Apartheid Week over the past years, in the UK, in the US, in Palestine, in South Africa and in several South American countries? This is unfortunately not the first time Paris universities have censored such initiatives.

After Stéphane Hessel censored an event at the ENS in 2011, a conference on Palestine was censored at Paris8 in 2012 as well as at IEP in Lyon in 2014. The trend continued this year when in February a conference was censored at Sciences Po Nancy and an exposition was censored at Aix en Provence in March. Now the conference at the University of Paris 1 has been censored. This is illustrative of an untoward restriction on freedom of expression within academia.

This criminalisation of solidarity movements with Palestine is not acceptable: all progressive forces at universities and elsewhere have to react and respond so that universities remain places where freedom of expression remains alive.

Génération Palestine Paris, le 24/03/2015.

Signed by : Génération Palestine Europe, Americans Against the War (AAW), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine-Strasbourg, Sortir Du Colonialisme, CCIPPP34 (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien 34), AURDIP (Association des Universitaires pour le respect du Droit International en Palestine), communauté des familles franco-palestinienne de France (Abna Philistine), Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Union Syndicale Solidaires, Sud éducation Paris 1, Solidaire Étudiants Paris1, Palestine 52, Survivants 13, l'AFPS Paris-Sud (Paris 13e), AFPS 63, Collectif Intifada 76, AFPS Paris centre, Association des Marocains de France...

With the support of BDS France* campaign which organizes the tour of Farid Esack in France□ :

*Organisations of BDS France campaign : ASSOCIATIONS/
ORGANISATIONS NATIONALES □ ABNA PHILISTINE □ ALLIANCE FOR FREEDOM
AND DIGNITY (AFD) □ ALTERNATIVE LIBERTAIRE □ AMÉRICAINS CONTRE LA
GUERRE – AMERICANS AGAINST THE WAR (AAW FRANCE) □ ASSOCIATION
DES PALESTINIENS EN FRANCE (APF) □ ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS
MAGHRÉBINS EN FRANCE (ATMF) □ ASSOCIATION DES TUNISIENS EN
FRANCE (ATF) □ ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES POUR LE RESPECT DU
DROIT INTERNATIONAL EN PALESTINE (AURDIP) □ ATTAC
FRANCE □ CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU
PEUPLE PALESTINIEN (CCIPPP) □ COLLECTIF CALADOIS DE SOUTIEN AU
PEUPLE PALESTINIEN □ COLLECTIF DES FEMINISTES POUR L'EGALITE
(CFPE) □ COLLECTIF JUDEO ARABE ET CITOYEN POUR LA
PALESTINE □ COLLECTIF DES MUSULMANS DE FRANCE (CMF) □ COMITES
PALESTINIENS POUR LE DROIT AU RETOUR □ CONFEDERATION NATIONALE
DU TRAVAIL (CNT) □ CONFEDERATION PAYSANNE □ COORDINATION INTER
ASSOCIATIVE POUR LA PALESTINE (CIAPP) □ COORDINATION
UNIVERSITAIRE POUR LA PALESTINE (CUP) □ DROIT
SOLIDARITE □ EMANCIPATION SYNDICALE ET
PEDAGOGIQUE □ EMERGENCE □ ENSEMBLE □ FÉDÉRATION ARTISANS DU
MONDE □ FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETE DES DEUX
RIVES (FTCR) □ FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET
ÉCOLOGIQUE (FASE) □ FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES
(FSQP) □ FONDATION FRANTZ FANON □ FRONT POPULAIRE TUNISIEN EN ILE
DE FRANCE □ GAUCHE ANTI-CAPITALISTE (GA) □ GENERAL UNION OF
PALESTINIAN STUDENTS (GUPS) □ GÉNÉRATION PALESTINE (GP) □ ISM
FRANCE □ LE PARTI DE GAUCHE □ LES DESOBEISSANTS □ MOUVEMENT DES
QUARTIERS POUR LA JUSTICE SOCIALE (MQJS) □ MOUVEMENT
IMMIGRATIONS BANLIEUES (MIB) □ MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
NON VIOLENTE (MAN) □ NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
(NPA) □ ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE □ PARTICIPATION ET
SPIRITUALITÉ MUSULMANES (PSM) □ PARTI DES INDIGENES DE LA
REPUBLIQUE (PIR) □ RÉSEAU SORTIR DU COLONIALISME □ RÉSEAU JUIF
INTERNATIONAL ANTISIONISTE – INTERNATIONAL JEWISH ANTI-ZIONIST
NETWORK (IJAN) □ RESPAIX □ RÉVEIL DES CONSCIENCES □ UNION SYNDICALE
SOLIDAIRES □ UNION DES ASSOCIATIONS DE PALESTINIENS EN
FRANCE □ UNION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES TUNISIENS (UTIT) □ UNION
FRANCAISE DES CONSOMMATEURS MUSULMANS □ UNION JUIVE FRANCAISE

POUR LA PAIX (UJFP) □ □ □ ASSOCIATIONS/COLLECTIFS LOCAUX
: □ AMERICAINS POUR LA PAIX ET LA JUSTICE (APJ) –
MONTPELLIER □ ASSOCIATION « UNE TOILE CONTRE LE MUR » –
ANNEMASSE □ ASSOCIATION ORLEANS LOIRET PALESTINE □ ASSOCIATION
« NOGENT-AIDA » □ ASSOCIATION « CREIL-PALESTINE » □ COLLECTIF 69
DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN □ COMITE BDS FRANCE CLICHY
PALESTINE □ COMITE BDS FRANCE MONTPELLIER □ COMITE BDS FRANCE
PARIS NORD EST □ COMITE ORNE PALESTINE – ALENCON □ COMITE BDS
MULHOUSE □ AFPS GENNEVILLIERS □ AFPS MONTELMAR/CRUAS □ COMITE BDS
FRANCE ARDECHE- MERIDIONALE □ COMITE BDS FRANCE COMMINGES □ COMITE
BDS MONTARGOIS □ COMITE BDS FRANCE 30 □ AFPS CALVADOS □ COMITE
PALESTINE 81 □ GROUPE DES ASSOCIATIONS DE BAGNOLET (GAB) □ AFPS 41
GROUPE LOIR ET CHER □ COMITE SAINTONGE PALESTINE □ AFPS LE
HAVRE □ COLLECTIF PALESTINE METZ BDS □ COLLECTIF CALADOIS POUR LE
PEUPLE PALESTINIEN □ ASSOCIATION COUSERANS (09)
PALESTINE □ INTIFADA 76 □ COLLECTIF BDS XIBEROA □ AFPS ALBERTVILLE
SAVOIE □ AFPS 84 □ FSU 31 □ AFPS 59/62 □ AFPS 63 □ AFPS Paris
Sud □ PALESTINE 33 □ COLLECTIF PALESTINE SUD AVEYRON □ COMITE AFPS
MONTLUCON □ CGT EDUC’ACTION 56 □ COMITE BDS FRANCE BEZIERS □ UNION
LOCALE CGT DE MARTIGUES □ COLLECTIF BDS 37 □ COMITE BDS FRANCE SUD
34 HAUTS CANTONS □ COMITE BDS SAINT ETIENNE □ COLLECTIF STEPHANOIS
DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN □ BDS MARSEILLE □ AFPS
ROUEN □ COMITE ORLYSIEN DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE
PALESTINIEN □ COMITE BDS FRANCE TOULOUSE □ COLLECTIF BDS
57 □ COLLECTIF SOLIDARITE PALESTINE OUEST ETANG DE BERRE

Déclaration en soutien de l’université de Southampton

Une pression s’exerce actuellement sur l’université de
Southampton pour qu’elle annule ou
« reconsidère » une *conférence* sur Israël et le droit

international programmée du 17 au 19 avril. Des groupes tels que le Conseil des représentants des juifs britanniques et la fédération sioniste du Royaume-Uni ont exhorté l'université à annuler l'évènement, avec en outre l'intervention de M. Erik Pickles, député conservateur et ministre des Communautés.

Pour ajouter votre nom à ceux de la liste ci-dessous, merci d'adresser un courriel à [freespeechsouthampton\[at\]gmail.com](mailto:freespeechsouthampton[at]gmail.com).

La déclaration et la liste des signataires sont disponibles *ici*.

Déclaration en soutien de l'université de Southampton.

Nous, soussignés, universitaires, exprimons notre soutien de principe et total à l'engagement qui est celui de l'université de Southampton pour la liberté d'expression et le débat universitaire.

Nous louons l'administration de l'université de Southampton, et notamment son vice-chancelier Don Nutbeam, pour sa défense résolue de la liberté universitaire.

Il est un principe établi et une pratique reconnue que les organisateurs d'une conférence universitaire ont le droit de choisir leurs orateurs et les thèmes qu'ils jugent les mieux qualifiés et pertinents pour traiter des objectifs de la conférence, sans qu'ils leur soient imposés de l'extérieur. À notre connaissance, les invitations à la conférence dans ce cas sont basées sur la compétence à intervenir sur les thèmes plutôt que sur les fonctions politiques exercées.

Nous affirmons, en tant qu'universitaires de disciplines et institutions d'enseignement supérieur diverses, que les thèmes de la conférence, telle que la relation du droit international avec l'histoire et la violence politique permanente en Palestine/Israël, et

telles que les réflexions critiques sur la nationalité et l'auto-détermination, que ces thèmes sont des sujets absolument légitimes pour un débat et une recherche pour l'approfondissement des connaissances.

Nous sommes vraiment préoccupés par les tentatives partisans qui cherchent à réduire au silence des analyses non partagées sur le thème en question. L'exercice de pressions et d'ingérences extérieures, spécialement de la part de groupes lobbyistes politiques et d'un ministre du gouvernement, afin de censurer un débat universitaire licite, crée un précédent inquiétant.

Nous espérons que le programme « Droit international et État d'Israël : légitimité, responsabilité et exceptionnalisme » ira jusqu'à son terme, pour faire honneur à l'université de Southampton et à toutes celles et ceux qui y sont impliqués.

Pour ajouter votre nom à ceux de la liste ci-dessous, merci d'adresser un courriel à [freespeechsouthampton\[at\]gmail.com](mailto:freespeechsouthampton[at]gmail.com).

 Read also : *Israel lobby, UK officials attempt to shut down Univ.of Southampton conference*

Source :

Aurdip <http://www.aurdip.fr/declaration-en-soutien-de-l.html>

Tentative de censure échouée

à l'Université Paris 8 : Près de 200 personnes pour #IAW 2015

La Campagne BDS France se félicite de la réussite de la conférence qui s'est tenue hier soir à l'Université Paris 8, et de la victoire contre la tentative de censure de cette conférence, qui s'est déroulée dans le cadre de la semaine contre l'apartheid israélien #IAW2015 avec comme intervenant Max Blumenthal, Bilal Alfandi et Marie France Cohen-Solal.

Quelques PHOTOS de la conférence:

<https://plus.google.com/photos/103443993096431512362/albums/6124386098840604369?banner=pwa&sort=1>

La déclaration du collectif Palestine Paris 8:

Malgré tous les efforts qu'a déployés la présidence pour nous faire taire, la censure universitaire n'a en rien altéré notre rage militante ! Bilan d'hier : une très belle soirée avec près de 200 participant.e.s marquée par de riches échanges avec nos trois intervenant.e.s.

Merci à tous et à toutes pour votre présence et vos soutiens, rendez-vous lundi prochain pour le second volet de l'Israeli Partheid Week, « Palestine en 2015, dans quel Etat ? » en présence d'Ibraheem AlJawad, militant palestinien, et Julien Salingue, politologue.

En voulant nous faire taire, la présidence n'a que ravivé notre détermination à soutenir le peuple palestinien et à lutter contre ses détracteurs en France ! On ne lâche rien !

Vive la lutte du peuple palestinien !

Halte à la censure à l'université ! RDV à 18h lundi 9 mars à Paris 8

Halte à la censure à l'université !

RDV à 18h lundi 9 mars à Paris 8

Une nouvelle fois, la présidence de l'université de Paris 8 Saint-Denis bafoue le principe de liberté d'expression, en interdisant deux jours avant la date prévue, une conférence organisée par le collectif Palestine Paris 8, en partenariat avec d'autres organisations de soutien au peuple palestinien. Cette conférence a pour objectif de dénoncer la politique d'apartheid de l'Etat israélien à l'égard des Palestiniens. Elle compte parmi ses invité-e-s Bilal Afandi, jeune militant palestinien, Max Blumenthal, journaliste étasunien, et une intervenante de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions contre la politique d'apartheid de l'Etat israélien).

Les motivations de la présidence à censurer cet événement n'ont jamais été claires. S'exprimant par la biais de la Maison de l'étudiant, qui lui sert d'intermédiaire pour mettre sous tutelle et contrôler l'initiative étudiante, la présidence de l'université a tantôt évoqué un manque de salle disponible, un intervenant (en la personne de Max Blumenthal, dont les textes sont pourtant publiés dans de nombreux journaux aux Etats-Unis) « controversé », une communication « non conforme », des risques de troubles à l'ordre public... Outre cette censure bureaucratique, la présidence n'hésite pas non plus à employer des moyens répressifs directs, comme le fait de mandater des agents de l'université pour arracher nos supports de communication de l'événement.

Dans le contexte actuel, interdire une telle conférence

revient à s'aligner sur la politique de récupération des attentats des 7 et 9 janvier 2015, qui veut imposer définitivement une liberté d'expression à géométrie variable. « Nous sommes Charlie », peut-on encore lire sur des grandes affiches placardées sur les murs de la fac. Ce message ne signifie-t-il pas que l'université affiche son soutien à un journal controversé ? Faut-il comprendre que la controverse n'est valable que lorsqu'elle va dans le sens de l'idéologie dominante ?

Ainsi, selon la présidence, la liberté d'expression s'arrête au moindre risque d'ébranler, à l'échelle de la fac, la politique de l'Etat israélien. Pire encore, cette conférence a l'audace de s'inscrire dans le cadre de la « *Israeli Apartheid Week* », une semaine internationale de lutte et de réflexion contre la politique d'apartheid d'Israël, qui se tient dans de nombreuses autres universités dans le monde, notamment en Angleterre, aux Etats-Unis, en Palestine, en Afrique du Sud, et dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Depuis 2012 (la présidence de l'université avait alors décidé de fermer l'université pour interdire un colloque), les pressions et les tentatives de censure sont devenues systématiques, lorsqu'il est question d'évoquer la sujet de l'apartheid en Palestine.

Mais nous ne nous laisserons pas domestiquer par la présidence de l'université, vautrée dans ses objectifs de normalisation (sécuritaire, « austéritaire », bureaucratique et idéologique) de la fac de Saint-Denis. Et puisqu'elle préfère céder aux pressions et donner raison aux défenseurs de la politique israélienne, nous prenons de notre côté nos responsabilités. Nous appelons donc au maintien de cette conférence et à une participation massive, dès 18h, à un rassemblement devant le bâtiment D de la fac pour affirmer notre droit de parler de sujets « controversés », notre droit d'exprimer notre solidarité à l'égard du peuple palestinien, notre droit à l'auto-organisation et à l'indépendance du mouvement étudiant.

Signataires:

Censure à Paris 8 : lettre de Jim Cohen à la direction de l'université

A Mme la Présidente de Paris 8,

Je comptais assister demain lundi 9 mars, à Paris 8, à 18 h 30, à une conférence-débat avec Max Blumenthal, journaliste de renom aux Etats-Unis et Bilal Afandi, militant palestinien. C'était ma seule occasion de l'écouter pendant sa tournée en France. Je viens d'apprendre que cette réunion a été annulée par ordre de la présidence et si cette information se confirme, je voudrais exprimer mon incompréhension et ma colère devant cette décision qui serait un acte de censure inacceptable.

J'ai exercé à Paris 8 pendant plusieurs années (MCF science politique 1996-2011, charge de cours 1986-1995) et vers la fin de cette période j'ai été sollicité pour aider des étudiants à sauver des événements menacés par des ordres de même type. Le premier « Festival printemps palestinien » (2009 ?), a failli être annulé par ordre de votre prédécesseur Pascal Binczak, mais une mobilisation d'étudiants et d'enseignants a réussi à sauver l'initiative (d'où la plaque à l'honneur du poète Mahmoud Darwich qu'on trouve encore dans la cour de la fac).

Sur le fond, j'imagine que c'est le thème du Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël qui « dérange ».

Et pourtant cela fait plusieurs années que le thème est discuté en France et dans beaucoup d'autres pays, dont les Etats-Unis (et pour cause, je dirais, mais évidemment la discussion est ouverte sur le sujet). J'aurais imaginé que dans une université historiquement ancrée à gauche, on aurait le courage d'aborder de tels sujets controversés sans réflexe

de censure.

Cet ordre d'annulation, si elle se confirme, me paraît peu digne de l'héritage de Paris 8 tel que je le comprends.

Je dispose encore de peu d'informations ce dimanche, à la veille de l'initiative. Je ne suis pas en contact direct avec les organisateurs. Je compte me rendre quoi qu'il arrive à Paris 8 à l'heure indiquée en espérant que l'ordre d'annulation sera levée d'ici là.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes sentiments respectueux.

James Cohen

Professeur des universités

Institut du monde anglophone

Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle

Appel contre la censure universitaire en Italie

Nous, les soussignés, sommes choqués et effarés d'apprendre que l'Université de Rome 3 a fait marche arrière quant à l'accueil d'une conférence universitaire importante sur des thèmes d'actualité importants tels que les conflits, le nationalisme, et les identités politiques et culturelles en Palestine-Israël et plus largement au Moyen Orient. Cet événement, qui devait se tenir à l'Université de Rome 3, dans les locaux du Centre d'Études Italo-françaises, comprenait la participation d'universitaires nationaux et internationaux et

d'intellectuels invités à dialoguer avec le célèbre historien israélien Ilan Pappé.

Le retrait de la salle, à la dernière minute – alors que l'événement avait été largement annoncé– risquait de ne pas laisser la possibilité aux organisateurs de trouver une autre salle et de se réorganiser. Cela a plongé les organisateurs, les conférenciers invités et le public, dans l'indignation. L'Université a ensuite proposé une salle en ruine, inconnue, en même temps qu'elle ôtait toute légitimité à cet événement en demandant aux organisateurs de retirer le logo de l'Université de tous les tracts et invitations, et en supprimant l'information sur l'événement du site internet de l'Université.

L'Université a refusé de donner des explications claires en dehors de soi-disant problèmes techniques et de procédure quant à la façon dont les organisateurs auraient fait la demande de la salle. Ces allégations étaient infondées puisque les formalités et procédures ont été totalement respectées.

De nombreuses sources ont néanmoins révélé (notamment des sites internet, dont une partie de la communauté juive a revendiqué la paternité) que la véritable raison était une pression exercée par la communauté juive et l'Ambassade d'Israël à Rome afin que cet événement ne puisse avoir lieu dans une salle considérée comme « impropre » du fait de sa localisation à proximité de l'ancien ghetto juif de Rome. Cela, si c'était confirmé, ajoute l'insulte au préjudice. Interdire un débat parce que certains intervenants sont fortement impliqués dans la dénonciation des violations de longue date par Israël des droits des Palestiniens, via une manipulation sinistre et cynique de la mémoire de l'Holocauste, insulte à la fois le droit de la détresse palestinienne à être entendue et la mémoire des victimes du génocide commis sur le sol européen par des régimes fascistes et antisémites.

Dans ces conditions, nous percevons cet acte comme une tentative de faire taire les débats et les voix critiques et comme une grave atteinte à la liberté universitaire et à la liberté de parole.

Il semble qu'en Italie, comme dans le reste de l'Europe, offenser des Musulmans par des caricatures du prophète soit considéré comme l'enjeu par excellence de la liberté de parole, tandis que la liberté de parole sur le Moyen Orient et sur la Palestine est sévèrement restreinte sinon niée. Le deux poids deux mesures et le régime d'exception visibles dans tous les débats sur Israël tournent en dérision le discours sur la liberté de parole qui a été pieusement mis en avant en France dans la foulée des horribles attaques à Paris cet hiver.

Ces actions n'ont toutefois pas empêché l'événement d'avoir lieu. La conférence s'est déroulée dans une autre salle et a été suivie par une audience très nombreuse de plus de deux cent cinquante personnes : des universitaires, des étudiants, des journalistes, de simples citoyens y ont participé, dans le cadre d'un débat riche et vivant qui a contribué au succès de cet événement.

Pour autant, cela nous laisse avec avec un sentiment profond d'injustice et d'indignation eu égard à la façon dont l'Université de Rome 3 s'est dérobée à sa première responsabilité ; en tant qu'institution d'enseignement supérieur, elle devrait avoir comme but premier de développer les opportunités de débats favorisant une pensée critique au lieu de les censurer. En se prêtant à des formes inacceptables d'intimidation et de pressions externes, l'université discrédite non seulement ses propres universitaires et la communauté académique, mais également les nombreux citoyens, journalistes, militants, étudiants qui, à Rome et en Italie défendent les principes de la liberté de parole et de liberté académique, et qui croient en l'indépendance des institutions d'éducation supérieure vis-à-vis de pressions extérieures.

En dépit de la conduite honteuse de l'Université de Rome 3, nous, en tant qu'universitaires, maintenons notre engagement à développer une pensée critique et des débats, que ce soit sur le Moyen Orient, la question de la Palestine ou tout autre région du monde où sont perpétrées des violations des droits et où ces droits sont bafoués. Nous maintenons notre engagement à dénoncer ces violations par nos recherches et nos écrits et nous incitons toutes les communautés universitaires du monde à se manifester contre le recours sélectif aux principes de liberté de parole et de liberté académique.

Voir les signataires

Signer

Source : <https://callforacademicfreedom.wordpress.com/>

Traduction SF pour BDS France

Rassemblement contre la censure, le racisme, à l'université Northeastern (Boston, USA)

Ali Abunimah – The Electronic Intifada – 2 avril 2014

*Les membres d'Étudiants pour la Justice en Palestine de l'université Northeastern à Boston, refusent d'être réduits au silence.
(Ali Abunimah)*

Cet après-midi, j'ai pris la parole à l'université Northeastern à Boston, cette université qui en début de mois a exclu temporairement le groupe Étudiants pour la Justice (SJP) de l'université, la première sanction du genre contre un groupe de solidarité avec la Palestine sur un campus aux États-Unis.

Non loin de là, dans un autre bâtiment du campus, les administrateurs de l'université accueillaient une délégation de députés du parlement israélien (Knesset).

On s'attendait à ce que la mairie, sous l'égide de l'université, inclut des représentants du parti Habayit Hayehudi, ou « Foyer juif », d'après un communiqué de presse du SJP de Northeastern.

Sur son site officiel, ce parti se réfère aux réfugiés soudanais et érythréens comme à des « *infiltrés* » qui menacent la « *constitution démographique juive d'Israël* ».

Le Habayit Hayehudi, parti membre de la coalition au pouvoir en Israël, recommande d'annexer la plus grande partie des terres palestiniennes et de mettre les Palestiniens sous un régime militaire et un apartheid permanents.

«

Ils savent que nous sommes en train de gagner

»



Alors que des membres de la Knesset sont reçus par les responsables de l'université Northeastern, des étudiants et des sympathisants manifestent devant le campus.

(Ali Abunimah)

Après mon intervention, les étudiants et sympathisants de Northeastern ont organisé un rassemblement, à l'extérieur de l'université, pour manifester contre les législateurs israéliens.

La police universitaire n'avait pas permis que le rassemblement se tienne sur la propriété du campus.

Une vingtaine d'organisations qui approuvaient le rassemblement y ont participé, avec entre autres, des membres de groupes de solidarité avec la Palestine des universités de Boston, Harvard, Massachusetts-Boston, Tufts, et de l'organisation Une Voix juive pour la paix, de Boston.

Ci-dessous, la déclaration de solidarité du militant palestinien, Omar Barghouti, lue lors du rassemblement :

« Chers militants d'Étudiants pour la Justice en Palestine, à l'université Northeastern,

« Chers défenseurs de la liberté, de la justice et de l'égalité, pas seulement en Palestine mais partout dans le monde, et ici aussi, aux États-Unis :

« Au nom de la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël et de l'ensemble du Comité national BDS je vous salue, et je vous transmets toute notre gratitude et notre soutien. Votre action inspire ; votre courage élève.

« Le mouvement mondial, sous l'égide de la Palestine, de désinvestissements, sanctions et boycott (BDS) a atteint un point charnière au cours de l'an dernier, et ils le savent.

« Israël et son lobby pourtant doté de gros moyens financiers ont peur, et ils paniquent. Leur violence, leur racisme et leurs intimidations sans fin sont mis en échec devant le militantisme antiraciste, cohérent moralement, pour les droits des Palestiniens.

« À chaque guerre qu'ils mènent, ou essaient de mener, chaque enfant palestinien ou libanais qu'ils tuent, chaque femme enceinte qu'ils empêchent de recevoir des soins, chaque agriculteur ou agricultrice qu'ils empêchent d'accéder à sa terre, chaque prisonnier ou prisonnière qu'ils torturent, chaque quartier qu'ils nettoient ethniquement, chaque réfugié à qui ils dénie le droit au retour parce qu'il ou elle est indésirable, chaque mur qu'ils construisent, chaque école de Gaza qu'ils bombardent, chaque olivier qu'ils arrachent, chaque loi raciste qu'ils votent, chaque politique d'apartheid qu'ils pratiquent, ils renforcent notre détermination à résister, à insister pour exister et être des humains, dignes, à l'égal de tous, plutôt que des moins que rien.

« Malgré leur immense pouvoir et leur emprise corrompue sur vos Congrès, nous sommes en train de gagner la bataille des cœurs et des esprits, pas seulement à Johannesburg, Londres, Delhi, Oslo et Sao Paulo, mais aussi à Saint-Louis du Missouri, Olympia, Washington, Chicago, Berkeley, San Diego et Boston au Massachusetts.

« Le mouvement BDS, avec l'énergie enthousiaste, créative de ses militants et partenaires à travers le monde, est en train de changer le discours et même l'équilibre des forces entre l'apartheid israélien et ses victimes.

« Le boycott par Stephen Hawking de la conférence israélienne a été un précédent, et ils le savent.

« L'appui apporté par l'Association des études américaines au boycott universitaire d'Israël, faisant suite à d'autres décisions semblables dont celles de l'Association des études asiatiques et américaines et de l'Association des Américains d'origine et des indigènes, cet appui a brisé ce que le regretté Edward Saïd appelait « le dernier tabou en Amérique », et ils le savent.

« Le désinvestissement de 200 milliards de dollars par le Fonds de pension néerlandais de toutes les banques israéliennes impliquées dans l'occupation rappelle un stade avancé dans le combat contre l'apartheid sud-africain, et ils le savent.

« Le retrait par des fonds de pension, entreprises et banques de premier plan d'Europe de projets israéliens violant le droit international et les droits humains des Palestiniens simultanément témoigne de l'érosion drastique de la position d'Israël dans l'opinion publique mondiale et stimule plus encore cette érosion, et ils le savent.

« Les résolutions de désinvestissement prises par des conseils d'étudiants dans des universités des États-Unis, de l'université Loyola de Chicago à celle de Berkeley en Californie, et de bien d'autres entre les deux, introduisent une nouvelle réalité de la responsabilisation des entreprises qui se rendent complices de l'occupation et de l'apartheid israéliens, et ils le savent.

« Ils savent que nous sommes en train de gagner, et ils sont incapables d'arrêter un mouvement qui est ancré dans

le cœur des gens de conscience du monde entier.

« La résistance à l'apartheid et à l'oppression raciste à Bil'in, Jaffa et Gaza se retrouve, soulignée, dans la résistance à l'oppression à Northeastern.

« En effet, vous êtes confrontés à rien de moins qu'un nouveau maccarthysme aux États-Unis, qui tente de saper la libre pensée et de supprimer la liberté d'expression, afin de protéger l'apartheid israélien et les sociétés qui tirent profit, dans votre pays, de la censure et de la criminalisation.

« Votre combat pour les droits des Palestiniens, par conséquent, est d'une vaste portée, dans le sens où il est aussi un combat pour la liberté et la protection du Premier Amendement (). Tout citoyen états-unien comme il faut souhaitant protéger des droits civiques si durement acquis doit rejoindre notre campagne contre la répression honteuse, anachronique de Northeastern.*

« Votre coalition avec des groupes afro-américains, asiatiques, latin@, juifs, homosexuels, indigènes et bien d'autres ne peut que l'emporter.

« Si vous devez rédiger un essai de 500 mots sur l'obéissance à un ordre injuste d'une administration raciste, répressive, utilisez ces mots pour citer Martin Luther King, Gandhi, Mandela, Mahmoud Darwish et Che Guevara sur la nécessité absolue de faire exactement le contraire : désobéir à l'injustice et à ses donneurs d'ordres, et prendre la décision en son âme et conscience de rejeter toute tentative de réduire au silence contestation et liberté d'exprimer ses idées.

« Ils sont désespérés. Leur répression renforcée est un signe révélateur de ce désespoir. La justice prévaudra. La justice est en train de prévaloir. Il vous faudra être

fiers dans quelques années, ou un peu plus, et crier à l'unisson : nous étions du bon côté de l'histoire, combattant à nouveau contre un apartheid, nous avons contribué à une cause noble en faveur de la liberté, de la justice et de l'égalité pour tous, quelle que soit l'identité.

« Nous sommes fiers de vous, et de votre belle obstination en faveur de la liberté. Notre moment sud-africain est proche. »

(*) Premier amendement : *« Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour la réparation des torts dont il a à se plaindre. »* (Constitution des États-Unis : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/us1787a.htm>)

The Electronic Intifada :
<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/northeastern-rallies-against-censorship-racism>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Communiqué intersyndical

contre la censure à l'université

Semaine contre l'apartheid israélien, mars 2014 : Pas de censure dans les universités !

**AURDIP, CNT-F, CNT-FTE, CNT-SO, Émancipation, Génération
Palestine, GUPS, SNESUP-FSU, Solidaires étudiant-e-s, SUD
Éducation, SUD Recherche**

21 février 2014

Chaque année depuis 2005, une « Semaine contre l'apartheid israélien » se déroule dans des universités du monde entier, en Afrique du Sud, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Jordanie, Liban, Mexique, Palestine, Pays-Bas, Suède, Suisse et Israël.

Chaque année en France, des événements organisés dans ce cadre sont censurés voire interdits. On se souvient de l'Université de Montpellier-3 en 2010 et en 2013, du débat avec Stéphane Hessel à l'ENS en 2011, des colloques de Paris 8, de l'EHESS et de l'IEP Lyon en 2012, parmi d'autres...

Ces atteintes à la liberté de réunion sont d'autant plus dangereuses qu'elles nous concernent tou.te.s : elles créent un précédent et compromettent par la suite la tenue de n'importe quel événement qui n'aurait pas les faveurs de la direction de l'université ou du gouvernement en place.

Cette année encore, en mars 2014, des étudiant.e.s vont organiser des événements politiques et culturels, des débats dans les universités de France, pour discuter de la question palestinienne, de l'apartheid en Palestine et de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions comme moyen d'y mettre fin. La situation des palestinien.ne.s est trop grave pour que les universitaires soient exclus de ces débats.

Nous, associations et organisations syndicales d'étudiant.e.s, d'enseignant.e.s et de travailleur.euse.s de la recherche, exigeons de la direction des universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur, que soit protégée la liberté pour les étudiant.e.s de disposer de l'espace universitaire pour débattre de sujets politiques, selon les termes de l'article L811 -1 du code de l'éducation (1).

L'université doit rester le foyer de la liberté d'expression.

(1) « Ils (les étudiant.e.s) disposent de la liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels. Ils exercent cette liberté à titre individuel et collectif, dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche et qui ne troublent pas l'ordre public ».

La LICRA et le boycott d'Israël

Le 27 novembre, la Cour d'Appel de Colmar vient de condamner 12 militants antiracistes de Mulhouse, qui ont agi dans le cadre de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements,

Sanctions) contre l'État d'Israël. Ils sont condamnés à payer 32000 euros car ils ont commis le « crime » de distribuer des tracts appelant les consommateurs à refuser d'acheter les produits israéliens tant que cet État bafoue les droits humains.

{youtube}Dunc_0WqeU0{/youtube}

Des organisations pro-israéliennes s'étaient portées partie civile : BNVCA, France Israël, Avocats sans frontière et la LICRA

Afin de protester contre la condamnation des militants qui ont agi dans le cadre de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) contre l'État d'Israël, nous nous sommes rendus à une conférence durant laquelle la LICRA présentait son combat.

Dans la vidéo, la représentante de la LICRA dit un contrevérité flagrante : elle dit que la cour d'Appel de Colmar a condamné les militants de la campagne BDS pour des propos antisémites ou supposés antisémites ; or la cour d'Appel dit exactement l'inverse, elle condamne pour l'appel au boycott, pas du tout pour des propos antisémites qui d'ailleurs n'ont jamais été tenus.

La représentante de la LICRA dit justement que l'appel au boycott est couvert par la liberté d'expression ... ce qui est exactement notre position, et la LICRA, en se portant partie civile dans ce procès souhaite faire taire les militants qui critiquent Israël et appellent au boycott. Le boycott a pourtant été utilisé couramment dans l'histoire par exemple contre l'apartheid en Afrique du sud.

Tout comme Desmond Tutu, le militant anti-apartheid sud-africain, nous constatons qu'Israël mène une politique d'apartheid avec plusieurs lois racistes et qu'il est important de participer à la campagne de boycott lancée par la société civile palestinienne.

Censure de la conférence à Lyon « Israël, un Etat d'Apartheid ? »

Vendredi 2 mars à L'Institut d'Etudes Politiques (IEP)

Salle L303 – 3ème étage – 14 avenue Berthelot, 69007 Lyon.

Génération Palestine Lyon, le Collectif 69, le CCRASS et l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) vous invitent à une conférence sur « Israël, un Etat d'apartheid ? »

Avec Mbuyiseni Quentin Ndlozi, étudiant doctorant au département de sociologie de l'Université Witwatersrand de Johannesburg (Afrique du Sud), membre du Tribunal Russel pour la Palestine et Wasseem Ghantous, Palestinien de Haïfa membre de Baladna, une association pour le droit à l'éducation des jeunes palestiniens vivant en Israël.

Tous les ans depuis 2005, une quarantaine de villes et de campus universitaires à travers le monde accueillent la Semaine contre l'Apartheid Israélien, un évènement international en solidarité avec la Palestine ayant pour but de faire connaître le régime d'apartheid sur lequel repose l'Etat d'Israël.

Dans le cadre de cette manifestation, alors que le colloque « Israël : un Etat d'Apartheid ? » prévu à l'Université Paris 8 a été annulé par la présidence de l'université sous la pression du CRIF, nous vous proposons de maintenir un débat sur ce thème le Vendredi 2 mars à 18h00, à l'IEP de Lyon.

Il s'agira d'étudier les parallèles entre l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1960-1990 et l'apartheid entre Israël et la Palestine aujourd'hui. La campagne pour le « Boycott, Désinvestissement, Sanctions » à l'égard d'Israël, lancée à l'appel de la société civile palestinienne en 2005, sera également évoquée.

Génération Palestine Lyon, le Collectif 69 Palestine, le CCRASS (Collectif Critique de Réflexion et d'Actions Sociales et Solidaires) et l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

COMMUNIQUE

Nous apprenons avec indignation à l'instant que l'I.E.P Lyon ferme les locaux qui devaient accueillir la conférence « Israël : un Etat d'Apartheid ? » ce vendredi 2 mars à 18 h 00 !

EST-IL POSSIBLE DE CRITIQUER L'ETAT D'ISRAEL EN MILIEU UNIVERSITAIRE FRANCAIS ?

I.E.P Lyon a fermé suite à des menaces reçues. (nous n'avons pas plus de précisions actuellement).

Cette censure à l'I.E.P Lyon fait suite à la fermeture de Paris 8, aux refus de l'ENS et de l'EHESS d'autoriser la tenue de débats sur la question de la Palestine.

Il est absolument incroyable que l'on ne puisse tenir cette conférence dans les locaux de l'Institut d'études politiques ! Rappelons qu'un intervenant universitaire d'Afrique du Sud Mbuyiseni Quentin Ndlozi et Wasseem Ghantous, Palestinien de Haïfa se proposaient d'étudier les parallèles entre l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1960-1990 et l'apartheid entre Israël et la Palestine aujourd'hui. La conférence devait également évoquer la campagne pour le

« Boycott, Désinvestissement, Sanctions » à l'égard d'Israël, lancée à l'appel de la société civile palestinienne en 2005

Nous posons les question suivantes : est-il possible de critiquer l'état d'Israël en milieu universitaire français ?

Une telle rage devant la notion d'apartheid appliquée à Israël n'est-elle pas révélatrice d'une vérité ?

Les associations appelantes tiendront la conférence quand même à l'heure prévue dans la cour devant l'I.E.P, elles appellent au soutien de tous.

Le CRIF revendique la censure de Stéphane Hessel et l'atteinte à la liberté d'expression à l'ENS

Voir et signer l'appel.

Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) revendique cette victoire de la censure, et remercie ses amis : Valérie Pécresse (ministre de l'enseignement supérieur), Bernard-Henry Lévy, Alain Finkielkraut, Claude Cohen-Tanoudji, Arielle Schwab. Tous, selon lui, seraient intervenus activement pour bâillonner Stéphane Hessel et ses prestigieux soutiens.

Mobilisées pour les droits démocratiques et contre les menaces visant Stéphane Hessel et les prévenus de la campagne BDS, de nombreuses personnalités devaient effectivement s'exprimer à

la tribune ou par des messages :

- Benoist Hurel (secrétaire général adjoint du Syndicat de la Magistrature)
- Leila Shahid (ambassadrice de la Palestine auprès de l'Union Européenne)
- Haneen Zoabi (députée au parlement israélien)
- Michel Warschawski (Israélien, fondateur du Centre d'Information Alternative, AIC)
- Nurit Peled (mère israélienne d'une victime d'attentat, fondatrice du cercle des familles endeuillées, Prix Sakharov pour la paix du parlement européen)
- Elisabeth Guigou (députée, ancienne Ministre de la Justice et Garde des Sceaux)
- Daniel Garrigue (député, porte parole de République Solidaire)
- Gisèle Halimi
- et bien d'autres...

300 personnes étaient déjà inscrites pour cette conférence, exclusivement annoncée sur Mediapart. La direction de l'ENS a déjà reçu de nombreux mails de protestation, auxquels elle répond par le déni...

Le comportement indigne de la directrice d'un des hauts lieux de l'intelligence française et de celles et ceux qui ont fait pression sur elle pose de nombreuses questions auxquelles nous répondrons, avec nos invités et amis, lors du rassemblement auquel appellent les organisations ayant soutenu cette conférence.

Rendez-vous **mardi 18 janvier à 18h30** pour un grand rassemblement contre la censure et pour le respect des libertés démocratiques.

Nul n'a le droit d'interdire aux citoyens de ce pays de dénoncer l'impunité des violations israéliennes du droit international et la collusion de notre gouvernement avec la droite extrême au pouvoir en Israël !

L'annonce du lieu du rendez-vous sera publiée vendredi 14 janvier à 17h précises ici.

Organisations signataires : AFPS (Association France Palestine Solidarité), CCIPPP (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien), CJPP5 (Comité Paix Juste Palestine 5^{ème}), Génération Palestine, GUPS (Union Générale des Etudiants de Palestine, UJFP (Union Juive Française pour la Paix).

Vous trouverez aussi ici un extrait de l'intervention de Stéphane Hessel mercredi 12 janvier chez Frédéric Taddeï dans l'émission « Ce soir ou jamais » sur France 3. Il s'exprime sur une de ses principales indignations : la politique du gouvernement israélien à l'encontre des Palestiniens :
<http://www.mediapart.fr/club/edition/soutenons-stephane-hessel-et-les-pacifistes-de-la-campagne-bds/video/140111/stephane-he>
{youtube}-Q1eclRbnIU{/youtube}

Communiqué de la FSU: Refusons la censure du débat sur le conflit israélo- palestinien

**Refusons la censure du débat sur le
conflit israélo-palestinien**

Communiqué de presse FSU
Les Lilas, le 15 janvier 2010

Une succession de plaintes ont été déposées contre des syndicats de la FSU, le SNES notamment, leurs adhérents et d'autres organisations pour des textes (contributions personnelles, motions de congrès académiques ou nationaux) relatifs à la politique israélienne dans les territoires palestiniens occupés ou assiégés illégalement.

Ces actions en justice, menées par certaines associations connues pour leur soutien à la politique d'Israël, participent d'une stratégie d'intimidation visant à accuser d'antisémitisme toutes les voix critiquant la politique menée par les gouvernements d'Israël.

Soucieuse du respect du droit international, la FSU s'appuie sur les résolutions des Nations Unies. Ses dernières prises de positions prennent en compte les éléments relevés dans le récent rapport Goldstone, approuvé par Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui dénonce les crimes de guerre lors de la guerre à Gaza l'hiver dernier.

C'est la politique israélienne en Palestine qui porte des atteintes au droit, qu'il s'agisse de l'occupation illégale de territoires reconnus par la communauté internationale comme appartenant au peuple palestinien ou des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité commis à Gaza.

Pour la FSU, engagée dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) dans le cadre de sa participation au Collectif pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, le boycott des produits israéliens qui ne respectent pas les accords UE-Israël, imposant une traçabilité des produits des colonies, est légitime.

La FSU s'indigne donc que des textes ou positions déposés au débat émanant de militants ou d'instances syndicales appelant au boycott d'Israël puissent être lus comme des incitations à la haine raciale, motif au nom duquel a été diligentée une

enquête suite aux instructions du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bobigny. Elle conteste qu'une procédure pénale puisse viser à sanctionner des textes qui ne sont ni injurieux, ni insultants, ni porteurs de haine et qui ont leur place dans le débat et non devant les juges, comme elle conteste qu'une procédure pénale puisse viser des syndicalistes pour des contributions au débat syndical. Elle dénonce par avance toutes poursuites éventuelles, qu'elle juge injustifiées et extrêmement choquantes, et s'inquiète de l'abus des accusations d'antisémitisme qui prennent précisément le risque de discréditer la lutte contre l'antisémisme menée par de nombreuses organisations, dont la nôtre.

source:

<http://www.fsu.fr/spip.php?article2034>